

GUERRE À LA GUERRE

Recueil de textes sur la guerre en Israël / Palestine

L'horreur de la nouvelle phase de la guerre en Israël / Palestine provoque, à juste titre, colères et indignations. Sous le choc de ces émotions, beaucoup de discours voudraient nous faire prendre parti pour un camps ou un autre, celui d'un peuple, d'une nation ou d'une religion face à un autre. Pour faire un pas de côté et essayer d'appréhender cette tragique situation sous un angle qui ne dresse pas les « peuples » les uns contre les autres, nous avons fait le choix de produire ici une série de texte qui prennent un autre parti : celui des populations, du prolétariat, de la classe des exploités face à leurs oppresseurs. « Car les bandits, qui sont cause des guerres, n'en meurent jamais, on ne tue que les innocents » (chanson *La Butte rouge*).

Sommaire

Leurs guerres, Nos morts! – Page 2

Stop aux massacres en cours à Gaza – Page 5

On a oublié une guerre ou quoi ? – Page 8

Adresse aux déserteurs de toutes les nations – Page 11

À la veille de l'invasion – Page 15

Gaza : “une militarisation extrême de la guerre de classe en Israël-Palestine” – Page 17

Les massacres en Israël et à Gaza accélèrent la course vers un conflit armé mondial que seule la guerre de classe pourra arrêter – Page 31

Leurs guerres, Nos morts!

Communiqué par rapport au conflit israélo-palestinien

Publié le 14 octobre 2023

Communiqué de la Coordination Autonome de Brest au sujet du conflit israélo-palestinien et de la situation en Israël-Palestine écrit suite à l'offensive menée par le Hamas le 7 octobre 2023

La situation actuelle en Palestine-Israël nous dégoûte profondément. Nous sommes dégoûtés par la colonisation de plus en plus agressive du régime israélien qui parque, exploite, tue et humilie d'autres êtres humains.

– par le nationalisme israélien actuellement au pouvoir, qui justifie et fait la promotion de la politique terroriste, raciste et belliqueuse actuellement menée.

– par ses soutiens ici et partout dans le monde qui justifient cette action car cela correspond à leurs visions nationalistes, à leur grille de lecture identitaire ou à leurs projets impérialistes et économiques.

– par l'action militaire et terroriste du régime israélien, mise en place suite à l'offensive elle aussi a dimension terroriste menée par le Hamas. Cette action touche principalement des populations civiles qu'il a parqué et déshumanisé au fur et à mesure de sa politique d'expansion. Des populations qu'il n'hésite pas à massacrer et affamer.

– par les souffrances et le désespoir des populations de Palestine qui sont le fruit de cette politique réactionnaire et dégueulasse.

Mais nous sommes aussi dégoûtés par la politique du Hamas et autres islamistes, par leur projet politique d'établissement d'une société islamique en Palestine-Israël tout aussi réactionnaire que le suprémacisme religieux du gouvernement israélien actuel.

– par leur soutiens comme l'état iranien, bons qu'à réprimer celles et ceux qui souhaitent se libérer de la tutelle religieuse et patriarcale qu'on leur impose.

– par le fait qu'ils utilisent et se nourrissent des souffrances et du désespoir à Gaza et ailleurs. Et cela bien que cette souffrance et ce désespoir des populations nous le comprenions. Du moins, nous essayons de le comprendre à défaut de le ressentir dans notre quotidien...

De même, bien que nous comprenions la volonté de combattre le racisme et le colonialisme par la violence ou d'autres moyens, nous sommes écœurés par la stratégie de guerre nationaliste et religieuse des islamistes en Palestine qui vise à étendre et intensifier le conflit. Ce genre d'objectif réactionnaire ne sert jamais les intérêts des populations mais favorisent ceux des différents pouvoirs en place. Cette stratégie vise d'ailleurs probablement à ce que les répercussions sur la population la

désespèrent encore plus et la poussent dans leurs bras.

Nous sommes écœurés par leur fanatisme et leur idéologie morbide qui se nourrit du désespoir ambiant. Une idéologie qui n'envisage pas une libération et une émancipation effective des palestiniens mais un combat sacré dont la mort peut être l'ultime et glorieuse récompense...

Enfin, nous sommes écœurés par leurs pratiques de terreur à l'égard des civils. Jamais massacrer des gens qui font la teuf, exhiber et cracher sur des corps de femmes nus ne seront considérés par nous comme des actes de résistance.

Dans cette situation critique, nous souhaitons toujours l'émancipation des dépossédés, de Palestine, d'Israël et du monde entier. Nous affirmons plus que jamais la nécessité de luttes qui visent à détruire tous les états et les systèmes d'exploitation dont ils garantissent le fonctionnement. Ce qui réglera définitivement la question de la domination en Palestine, comme dans le reste du monde, c'est une révolution sociale qui vise à saper tous les fondements sur lesquels prospèrent les divers nationalismes, identitarismes et fanatismes belliqueux: une révolution communiste et antiautoritaire, qui vise à l'union entre les exploités de tous les pays. On nous répondra que cette volonté n'est qu'un mot creux, d'autant plus dans le contexte actuel. Nous voyons déjà les partisans des arguments teintés de réalisme qui se parent de géopolitique, de rhétoriques anti-impérialistes ou bien simplement du contexte ancien et actuel de haine et de désespoir pour disqualifier cette position. Nous leurs répondrons qu'à défaut d'être « réaliste » à court terme, la révolution est la seule option envisageable et désirable pour sortir de cette impasse. A long terme elle est donc la seule option viable et effectivement « réaliste ».

Et d'ailleurs de quel réalisme parle t-on ? Si le Hamas n'est pas suivi par les diverses bourgeoisies des états qui le soutiennent, il a peu de chances de gagner sur le plan militaire. Et quand bien même, si un embrasement et une extension du conflit se produisaient et aboutissaient à la disparition de l'état d'Israël, quel en serait le prix à payer ? Des milliers d'exploités et d'êtres humains massacrés de part et d'autre des deux « camps » ? Le gouvernement israélien semble en effet d'ores et déjà prêt à massacrer la population de Gaza. L'état de siège est déclaré, la population est déjà pilonnée...

Et au delà du potentiel prix à payer, quel en serait de toute manière l'intérêt ? Pour nous, les guerres des différents états et gouvernements ne sont jamais faites dans l'intérêt de leur population, à fortiori des exploités. Elles profitent toujours in fine à celles et ceux qui sont au pouvoir, et cela peu importe qui gagne à la fin...

Non, la seule disparition souhaitable de l'état d'Israël, c'est celle qui aboutirait par la volonté de détruire tous les états du monde et d'en finir avec tous les pouvoirs qui ne voient en nous que de la chair à canon. Et cette lutte, elle ne se fera pas contre les israéliens mais avec et pour les exploités israéliens comme ceux du monde entier.

On pourra aussi nous rétorquer qu'il est bien facile de porter ces positions de là où

on est, nous qui ne vivons pas dans notre chair et notre esprit toute cette violence, toute cette déshumanisation. Et bien c'est peut-être justement quand on est dans ce genre de contexte qu'il faut parler. Quand on a une marge de manœuvre qui rend possible une prise de recul et une réflexion sur ce que l'on estime juste et désirable. Quant à celles et ceux qui gardent des positions allant dans notre sens, alors qu'ils et elles sont touchés directement dans leur vie quotidienne par la politique colonisatrice du régime israélien, la réaction islamiste et la guerre, nous leur témoignons, pour ce que ça vaut, tout notre respect et notre admiration.

Car il n'y a pas si longtemps, des luttes qui allaient en ce sens existaient encore dans cette région du monde et laissaient entrevoir d'autres possibilités.

En 2023, toute une partie de la société israélienne manifestait encore un franc désaccord avec Netanyahu sur la réforme de la justice, les critiques émises étaient alors de plus en plus vives. En septembre dernier, on voyait même des lycéens en Israël qui refusaient de faire leur service militaire dans une armée d'occupation et condamnaient la politique d'extrême droite de Netanyahu.

En 2019, des palestiniens s'organisaient et descendaient dans la rue à Gaza pour protester contre la détérioration de leurs conditions de vie, manifs d'ailleurs réprimées par les forces du Hamas.

De même, fut un temps où l'idée de libération de la Palestine, bien que ne faisant pas l'économie de la lutte armée, était portée par certains mouvements qui promouvaient un état unique laïc où chaque citoyen aurait les mêmes droits, peu importe sa religion et son origine. Bien qu'étatiste et social-démocrate, cette vision était pour nous porteuse d'un espoir plus grand que les perspectives d'une lutte à mort...

Encore une fois ce sont leurs guerres, nos morts !

Contre le colonialisme israélien et tous les colonialismes ! Contre la guerre israélo-palestinienne et toutes les guerres ! Contre tous les états et tous les impérialismes ! Soutien à toutes les personnes qui vont encore subir une guerre qu'elles n'ont pas choisi, qu'elles soient de Gaza, de Cisjordanie ou d'Israël !

Soutien aux opposants politiques israéliens et à toutes celles et ceux qui ne tomberont pas dans le piège de l'union nationale de part et d'autres !

Force à tous les combattants et combattantes pour l'émancipation sociale !

Coordination Autonome de Brest

A lire sur le net :

<https://coordbrest.noblogs.org/post/2023/10/14/leurs-guerres-nos-morts-communique-par-rapport-au-conflit-israelo-paslestinien/>

Stop aux massacres en cours à Gaza

Publié le 13 octobre 2023

L'horreur succède à l'horreur. Aux crimes antisémites commis par le Hamas le week-end dernier et à la découverte des atrocités succède désormais la vengeance aveugle du gouvernement israélien. Après avoir bestialisé les Palestinien-nes de Gaza par des déclarations racistes aux accents exterminateurs, le gouvernement Netanyahu déploie toute la disproportion de sa puissance militaire et diplomatique et prive les habitant-es de Gaza d'eau, d'électricité et de carburant tant que les otages ne sont pas libéré-es, et organise le déplacement forcé de plus de 1,1 million de personnes.

Ces mesures criminelles et inhumaines, qui engagent le pronostic vital de 2,3 millions de personnes, s'accompagnent de bombardements massifs occasionnant des victimes en grande majorité civiles, parmi lesquelles des enfants et des personnes vulnérables. Le bilan est actuellement de plus de 1500 mort-es et plus de 6600 blessé-es et s'alourdit d'heure en heure. Le massacre, les déplacements forcés de population et les restrictions infligées aux Gazaoui-es ne sont en aucune façon une réponse tolérable aux tueries du 7 octobre. Comme sont proscrits les prises d'otages et les massacres du Hamas, le droit international, notamment la convention de Genève interdit ce que pratique le gouvernement israélien : la prise pour cible de civils ou d'objectifs civils, les punitions collectives, et le fait de priver des populations des biens nécessaires à leur survie. On ne peut répondre à des crimes par d'autres crimes.

Le massacre du 7 octobre oblige Israël à repenser la forme que peut prendre l'avenir pour les deux peuples sur cette terre. Deux options existent : la recherche difficile d'une solution politique acceptable pour les deux peuples, ou l'écrasement dans un bain de sang de toute revendication palestinienne auquel continueront à répondre des meurtres et des attentats. La seule possibilité acceptable est celle d'une paix fondée sur la justice, pour toutes et tous. C'est ce que résume le slogan « Pas de justice, pas de paix », que beaucoup comprennent comme un appel à se battre mais qui n'est en réalité qu'un constat. Aujourd'hui, la pire solution semble privilégiée, mais nous n'avons pas d'autre choix que celui de croire en des jours meilleurs et de tout faire pour les voir arriver. Tikoun Olam.

Nous pleurons toutes les victimes, assassinées par les tueurs du Hamas ou massacrées par le gouvernement d'Israël qui n'a comme seule ligne de conduite la domination par la puissance des armes. De part et d'autre de la frontière, plus de 2700 personnes ont déjà perdu la vie, plus de 10000 sont blessées et plus d'une centaine sont retenues en otage.

Il est urgent que l'ensemble des pouvoirs étatiques, ONG, et observateurices exterieur-es, civil-es ou professionnel-les, mettent tout en œuvre pour obtenir la reprise des flux vitaux vers Gaza et la libération immédiate des otages. Ils doivent imposer un cessez le feu et forcer la reprise d'un réel processus vers une paix juste et durable dans le respect des résolutions de l'ONU, du droit international et des légitimes aspirations de paix et de justice pour les Palestinien-nes et les Israélien-nes.

Notre cœur est déchiré mais nous ne pouvons pas participer en l'état à un certain nombre de rassemblements « en faveur des Palestinien-nes » organisés entre autres par des groupes ayant explicitement soutenu l'attaque du Hamas. Nous appelons ces organisations à une sérieuse auto-critique. Nous rappelons encore une fois que le Hamas inscrit l'antisémitisme jusque dans sa charte, que pour lui, toutes les Juif-ves sont des cibles, et qu'il n'a jamais hésité à mettre cette idée en pratique. Les déclarations de ces partis et groupes politiques ne nous permettent donc pas d'envisager ces rassemblements comme autre chose que des espaces d'indifférence ou même de réjouissance face aux massacres antisémites perpétrés. Elles nous indiquent, au contraire, que ce sont des lieux où notre sécurité physique et psychologique n'est pas assurée.

Il en est ainsi lorsque le NPA dans un texte consacré au massacre dit apporter « son soutien aux moyens de lutte choisis par les Palestiniens pour résister » et parle, pour désigner les villages et kibboutzim où, au même moment, les tueurs du Hamas sont à l'œuvre, de « colonies acquises aux résistantEs »(communiqué du 7 octobre) ; lorsque Palestine Vaincra lit le massacre comme « une démonstration de force des capacités de la résistance qui met à nu la faillibilité du projet sioniste » (le 7 octobre) ; lorsque l'UJFP compare les tueurs du Hamas aux héros de l'affiche rouge (le 9 octobre) ; lorsque Unité Communiste voit dans ces attaques « une preuve d'espoir pour les colonisés du monde entier » (le 10 octobre) ; ou lorsque le groupe Inverti-es mentionne le Hamas comme « un groupe de résistance derrière lequel se mobilise le peuple palestinien, [...] fruit du colonialisme » (11 octobre).

Dans le même temps nous assistons à un durcissement de la droite, caractérisé notamment par la volonté du ministère de l'Intérieur de criminaliser et d'interdire toute manifestation de solidarité avec les Palestinien-nes. Parallèlement, certains utilisent le massacre du 7 octobre pour stigmatiser les minorités arabe et musulmane, considérées comme collectivement complices. Nous condamnons avec la plus grande force tout ces discours de haine et de stigmatisation envers les personnes arabes et/ou musulmanes et leur apportons tout notre soutien. Les Musulman-es de France ne sont pas plus responsables des crimes du Hamas que les Juif-ves de France ne le sont de ceux du gouvernement israélien.

Nous ne souscrivons pas à la criminalisation du mouvement de solidarité avec les

Palestinien-es, qui n'est rien d'autre qu'une façon de laisser les mains libres au gouvernement israélien pour écraser Gaza sous les bombes et priver les Gazaoui-es des moyens élémentaires de survie. Au contraire, nous souhaitons participer à l'établissement d'un front réellement unitaire se donnant l'objectif et les moyens de réaliser une pression populaire internationale sur l'ensemble des acteurs du conflit.

L'établissement d'un tel front ne peut se faire que sur la base d'une condamnation sans équivoque des crimes du Hamas et du gouvernement israélien et avec une revendication de paix dans la justice. Nous appelons donc toutes les personnes partageant ces objectifs à réfléchir avec nous à l'organisation d'initiatives pour la paix et la justice qui ne sombreraient pas dans des logiques mortifères.

Juives et Juifs Révolutionnaires

A lire sur le net :

https://juivesetjuifsrevolutionnaires.wordpress.com/2023/10/13/stop-aux-massacres-en-cours-a-gaza/?fbclid=IwAR0cYVpqG1zOHia8tqGZtp7QGMMNQ_NCdsmPMgj87LuHuMSCS5avLPlueyZM

On a oublié une guerre ou quoi ?

Publié le 19 octobre 2023

L'horreur du massacre (largement unilatéral) de la guerre entre Israël et Gaza a capté l'attention de l'opinion mondiale, canalisée par les politiciens et une machine médiatique obscène.

A-t-on oublié l'autre guerre en Europe ? Se souvient-on même de la dizaine d'autres guerres qui font rage du Sahel au Soudan, de la RDC au Yémen, du Haut-Karabakh au Myanmar ?

Le monde est un gigantesque abattoir. L'endroit où nous portons notre attention est aussi politique que les conflits eux-mêmes. L'Ukraine est le nouveau bastion de l'Occident à la frontière orientale de l'Europe, Israël, son bastion historique au Moyen-Orient.

Que les djihadistes islamistes du Hamas aient commis des atrocités innommables ne peut être nié que par les fanatiques islamistes, les fascistes et les antisémites. La question la plus importante n'est pas de savoir comment ils sont sortis du siège de Gaza, mais comment ils ont fini par contrôler Gaza en premier lieu ? La réponse est paradoxalement Israël.

Pendant 30 ans, à partir des années 1970, la politique palestinienne d'Israël, soutenue par l'Occident, a consisté à éradiquer la résistance laïque à l'occupation. La libération nationale et le panarabisme étaient considérés, au plus fort de la guerre froide, comme un bras armé de la politique étrangère soviétique.

Leur guerre contre les fractions Fatah et Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) s'est traduite par des détentions massives sans procès, des assassinats dans le pays et à l'étranger et l'invasion sanglante du Liban en 1982. La campagne visant à expulser l'OLP hors du Liban a coûté la vie à 30.000 personnes, dont 3.000 civils massacrés par leurs alliés des milices chrétiennes dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth.

Cette politique consistait à encourager l'opposition islamiste naissante afin de semer la division, d'affaiblir davantage l'OLP et de la contraindre à négocier. Les accords d'Oslo de 1993 ont transformé les combattants en administrateurs civils de ce qui est devenu l'Autorité palestinienne.

Il s'en est suivi 30 ans de paix, de promesses non tenues, d'expulsions continues et d'implantations illégales, soutenues par la force brute et la discrimination. Un système de facto à deux niveaux et un seul État plutôt que la « solution » à deux États.

L'analogie avec le régime d'apartheid sud-africain est souvent évoquée. Le racisme est aussi répandu en Israël que partout ailleurs. Il existe également une hiérarchie entre les juifs européens, les juifs d'Europe de l'Est, les juifs d'Afrique de l'Est transportés par avion et les « autres » juifs. Les relations à l'intérieur du pays sont tiraillées par le racisme, même au sein des communautés juives. Le racisme est encore plus concentré sur les 20% d'Israéliens qui sont Arabes, contre lesquels l'extrême droite – avec des représentants au gouvernement – appelle à des attaques, quel que soit l'âge.

La diaspora palestinienne des « territoires occupés » n'est même pas assez importante pour faire l'objet d'un plan de « développement séparé » comme dans le cas de l'apartheid. L'analogie est moins efficace que la réalité de l'occupation, du racisme et de la discrimination. Quels que soient les mots que l'on cherche pour la décrire, ils sont moins pertinents que l'impact – douleur, dislocation et désespoir. Le désespoir défie toute analogie.

C'est dans ce contexte qu'ont émergé une administration palestinienne largement docile ainsi que les zélotes rebelles du Hamas et du Jihad islamique à Gaza et du Hezbollah au Liban. Depuis lors, l'occupation, les rébellions périodiques, le terrorisme et la répression règnent en maîtres.

La marche d'Israël vers la droite populiste, qui dure depuis une décennie, n'a fait que rajouter du carburant et le 7 octobre a été la date de la mise à feu. Le sentiment de supériorité arrogant que la droite israélienne tire de la provocation l'a rendue aveugle à cet assaut barbare.

« C'est la bataille de la civilisation », a annoncé M. Netanyahu à la veille d'une invasion qui alourdira considérablement le bilan actuel des 16.000 victimes, dont 4.000 morts à Gaza et 75 en Cisjordanie.

L'assaut est déjà implacable. Si la responsabilité d'Israël dans l'attaque contre l'hôpital Al-Ahli peut être contestée, le fait qu'Israël ait continué à bombarder le sud de la bande de Gaza, alors qu'un million de personnes ont été contraintes de s'y réfugier pour se mettre à l'abri, ne l'est pas.

Le Hamas a déclaré qu'il ne détenait pas d'otages, mais seulement des « prisonniers de guerre », notamment des enfants, des bébés, des personnes âgées et des handicapés. Les deux camps considèrent chaque personne comme un combattant. Les travailleurs de la « rue palestinienne » sont aussi vulnérables (voire plus nombreux) que les jeunes massacrés par le Hamas lors d'un festival de la paix, aux yeux des bellicistes de l'État israélien et du mini-État islamique du Hamas.

L'hypocrisie impitoyable du pouvoir capitaliste et de ses guerres est démontrée dans la réponse de l'Occident. Alors qu'ils sont restés étrangement silencieux sur leur guerre en Ukraine (peut-être sont-ils reconnaissants pour la diversion qui leur

est offerte concernant l'échec de l'offensive ukrainienne), ils s'alignent sur Israël, au moment où Gaza est rasée, pour saluer précisément ce qu'ils ont dénoncé comme des crimes de guerre en Ukraine.

Le fait que deux États dotés d'armes nucléaires envahissent leurs voisins devrait tous nous terrifier. D'autant plus que ce conflit risque d'attirer l'Iran, principal allié de la Russie dans son invasion et aspirant lui-même à la puissance nucléaire. Une telle situation pourrait inciter les États-Unis, par l'intermédiaire de leur proxy Israël, à faire d'une pierre deux coups en protégeant le ciel israélien et en assagissant les forces russes en Syrie grâce à leurs porte-avions au large des côtes israéliennes.

Ils veulent que nous ne voyions qu'une seule guerre. Mais si l'on relie l'ensemble des événements, nous pourrions commencer à mettre les pendules à l'heure. La course à la guerre qu'ils nous imposent est réelle et croissante, et dans les deux camps les victimes seront toujours les mêmes. Des gens comme nous, des travailleurs et des producteurs qui n'ont aucun intérêt dans le système et qui ont tout à y perdre.

Chez nous, nous payons l'austérité, notre volonté de lutter contre elle, c'est aussi la lutte contre leurs guerres, contre leur capacité à faire la guerre, c'est notre refus de la faire à leur place. Notre réponse doit être la guerre de classe !

Source en anglais :

<https://anarcomuk.uk/2023/10/19/did-we-forget-a-war-or-something/>

A lire sur le net :

<https://www.autistici.org/tridnivalka/anarcom-network-communistes-anarchistes-revolutionnaires/>

Adresse aux déserteurs de toutes les nations

Publié le 3 novembre 2023

Dans un monde où la barbarie est banale, les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 ont constitué un nouveau pallier dans l'horreur : 1400 morts israéliens dont 1100 civils (prolétaires, pour la plupart) – massacrés dans des conditions atroces – et 300 militaires et policiers, ainsi que des centaines d'otages emmenés dans la bande de Gaza. La double dimension – principalement criminelle et pogromiste, mais également militaire – des attaques du Hamas permet aux tenants du camp dit « pro-palestinien » de passer tactiquement sous silence les crimes de masse contre des populations civiles. A contrario, le camp dit « pro-israélien » (auquel s'identifie l'axe « républicain » qui va du PS au RN en passant par LREM), « oubliant » la dimension militaire, n'évoque que les massacres de civils – permettant ainsi de justifier d'autres massacres de civils, avec les bombardements actuels sur la bande de Gaza (qui ont déjà coûté la vie à plus de 8000 personnes). À l'instar du ministre israélien de la Défense Yoav GALANT qualifiant les Gazaouis d'« animaux », il n'y a plus aucune distinction opérée entre civils et militaires : chaque peuple est considéré comme une grande masse indistincte tout juste bonne à être massacrée et les deux « camps » en présence participent à ce bal sanglant, nous sommant de choisir notre barbarie.

Au-delà de l'émotion générée par ces attaques, l'impasse politique dans laquelle les dirigeants israéliens ont enfermé la population de Gaza depuis trois décennies rendait pourtant inévitable tôt ou tard une tentative de solution « militaire ». En effet, Israël, tout en cherchant à briser son relatif isolement diplomatique et économique en négociant des traités de paix avec les États arabes voisins, laissait les Gazaouis croupir dans un territoire pauvre, surpeuplé et régulièrement bombardé par Tsahal – le tout sans aucune perspective de développement. Cette tentative de faire la paix avec les États arabes (soutiens traditionnels – quoique très hypocrites – de la cause palestinienne) tout en laissant en suspens la question palestinienne revêtait un caractère illusoire qui s'est révélé de manière sanglante à la société israélienne lors des attaques du 7 octobre 2023. Mais, si la Bande de Gaza est une prison, le Hamas est son geôlier appointé par Israël. En effet, afin d'endiguer les mouvements – laïcs – de la résistance palestinienne (Fatah, FPLP) en vogue à l'époque, les services de sécurité israéliens n'ont aucunement hésité à appuyer le développement du Hamas en Palestine en n'autorisant que l'ouverture de mosquées liées aux Frères musulmans (faisant doubler leur nombre entre 1967 et 1986) et en leur déléguant de fait les tâches habituellement dévolues au Welfare State. Le pari israélien n'a qu'en partie réussi : il s'avère à l'usage que l'islamisme se marie très bien avec le nationalisme mais, à défaut de supprimer la cause palestinienne, la manœuvre israélienne a au moins permis de l'« islamiser ». Depuis trente ans, le

Hamas se révèle l'allié objectif de la frange la plus réactionnaire du mouvement sioniste et garantit, par ses nombreux attentats visant la population civile, qu'aucune fraternisation entre prolétaires juifs et arabes ne sera possible. Cette stratégie avait été explicitée par le chef du renseignement militaire israélien Amos YADLIN en juin 2007 : « Israël serait heureux si le Hamas s'emparait de Gaza parce que l'armée pourrait alors traiter Gaza comme un État hostile. »

Dénoncée par la jeunesse gazaouie dans un Manifeste de 2010 comme « une organisation tentaculaire qui s'est étendue à travers la société, tel un cancer malveillant déterminé à détruire dans sa propagation jusqu'à la dernière cellule vivante », le mouvement frériste palestinien impose un conservatisme social brutal à toute une société et supprime toute opposition en faisant régner la terreur. Parallèlement, dans une société où la jeunesse israélienne se détachait de plus en plus des valeurs militaristes et nationalistes, les exactions du Hamas qui a opportunément ciblé cette même jeunesse et attaqué les endroits qui étaient les plus hostiles à l'actuel gouvernement (le kibboutz de Beer'i, une rave party pour la paix, etc.) sont venues ressouder la société autour de ses piliers historiques : l'armée, la guerre, le racisme anti-arabe. Car, au-delà des éléments de langage distillés par les propagandistes zélés du sionisme (« Faire fleurir le désert », « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre »), Israël est un État « bourgeois militariste et rabbinique » doublé d'une « économie artificielle » (Internationale Situationniste, 1967) totalement dépendant – pour sa survie – de l'aide diplomatique, économique et militaire états-unienne. Ce qui était initialement une utopie socialiste notamment avec le mouvement des kibboutz (villages collectivistes) a débouché sur un nettoyage ethnique lors de la guerre israélo-arabe et de la création d'Israël en 1948, pour devenir par la suite un enfer néolibéral et inégalitaire.

Les conditions de la création de l'État d'Israël n'ont cependant rien d'exceptionnel : ce qui l'a notamment rendu possible, c'est le cadre moderne du nationalisme inscrit dans un État-nation. Ce dernier implique nécessairement que se superposent une terre, un peuple / une nation et une langue voire – en bonus – une religion. L'État turc moderne, par exemple, s'est bâti sur le génocide de la population arménienne. La partition de l'Inde en 1947 s'est faite sur des bases ethno-religieuses qui ont donné lieu à des transferts massifs de population et des massacres de grande ampleur (environ un million de morts). D'autres pays, lors de leur création ou ultérieurement, ont été livrés à des guerres entre gangs rivaux – prétendant agir au nom de telle ou telle bannière identitaire et eux-mêmes instrumentalisés par des impérialismes concurrents – pour le contrôle du pouvoir et des ressources socio-économiques : Rwanda (génocide des Tutsis en 1994), Soudan du Sud (guerre civile de 2013 à 2020). La Yougoslavie – démantelée par les puissances impérialistes au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » – a cédé la place à une myriade d'États eux-mêmes en proie à des micro-nationalismes : ainsi, la minorité

kosovare, devenue majoritaire dans « son » propre pays en 1999, discrimine une population serbe devenue à son tour minoritaire. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se transforme inévitablement en droit des États nouvellement créés à disposer comme ils l'entendent de leurs minorités.

À la lueur de tous ces exemples, comment croire que la « solution à deux États » en Palestine telle que prônée par la « communauté internationale » pourrait aboutir à un règlement juste et durable du conflit ? Dans un monde où règnent les impérialismes rivaux, où les richesses font l'objet de conflits, où les notions de « minorité » et de « majorité » conservent (hélas) leur fonction opératoire, comment penser qu'une simple partition de la Palestine sur des bases ethno-religieuses puisse être autre chose qu'une étape supplémentaire dans la perpétuation du conflit ? Israël se prétendant « État juif et démocratique », la conservation de son caractère « juif » ne peut être garantie qu'en maintenant la population arabe dans un état de minorité et en déversant le « trop-plein » chez ses voisins arabes. Et, dans ces conditions, que deviendrait, de son côté, la minorité juive dans l'État palestinien nouvellement créé ?

Quant à la solution alternative dite « à un État », celui de tous ses citoyens, de quel État s'agirait-il ? D'un Israël élargi où tout ou partie des Palestiniens des anciens territoires occupés seraient priés d'aller s'exiler ailleurs pour ne pas remettre en cause la majorité juive de l'État, tandis que les Arabes seraient maintenus au bas de l'échelle sociale ? D'un État « arabe » qui réduirait les Juifs à l'état de minorité et ne leur offrirait aucune garantie contre l'antisémitisme ? Comment imaginer que les deux peuples pourraient, sans une révolution radicale, oublier du jour au lendemain tous leurs clivages et toutes leurs haines et s'unir dans un État commun ? Dans sa sobre réalité, le nouvel État ne serait, à l'instar d'Israël avant lui, « rien d'autre qu'une vulgaire société de classes, où [se reconstitueraient] toutes les anomalies des vieilles sociétés » avec ses « divisions hiérarchiques », son racisme et ses « oppositions ethniques » (Internationale Situationniste, 1967). La solution dite « réaliste » n'est donc qu'une utopie. La tâche des révolutionnaires n'est pas de proposer des solutions pour mieux gérer ce monde tel qu'il est mais de le détruire.

Pour nous, le monde se divise en classes et non pas en clans ou en camps : nous refusons de diaboliser des peuples et des pays et ne faisons allégeance à aucun nationalisme sous quelque forme que ce soit. C'est sur la base de leur condition sociale que les populations doivent s'unir et non pas en fonction de leur identité. Ce vieux monde doit disparaître et il ne saurait être question pour nous d'entretenir ces vieilleries mortifères que sont les nations, les ethnies, les races et les religions. Il faut démanteler le cadre de l'État-nation, avec ses minorités et ses majorités, pour lui substituer partout des communes, des conseils, des soviets librement fédérés. L'État n'est pas la solution au problème du racisme et de l'antisémitisme : il est le

problème. Nationalisme arabe et panislamisme, d'un côté, sionisme, de l'autre, sont les deux faces d'une même médaille. Leur affrontement spectaculaire se fait sur le dos du prolétariat. Que celui-ci se lève enfin et ils tomberont à terre aussitôt !

Le prolétariat n'a pas de patrie !

Au Proche-Orient comme partout ailleurs, ni un ni deux ni trois : zéro États !

Établissons le communisme mondial et sans frontières !

Signé par :

– **Collectif Autonome Révolutionnaire**

(collectifautonomerevolutionnaire@riseup.net)

– **Groupe d'Action pour la Recomposition de l'Autonomie Prolétarienne**

(contact.garap@protonmail.com) <https://garap.org>

– **CNT-AIT**

(contact@cnt-ait.info) <http://cnt-ait.info>

A lire sur le net :

<http://cnt-ait.info/2023/11/03/adresse-deserteurs/>

À la veille de l'invasion

Soldats ! Combattants ! Tous ouvriers !

Publié le 23 novembre 2023

Ils vous ont donné des armes pour vous entretuer ! Retournez-les contre ceux qui vous ordonnent de tuer vos camarades de travail pour satisfaire LEURS ambitions et LEURS profits !

Il est plus urgent que jamais de réaliser ce vieux rêve de la résistance internationaliste contre la guerre capitaliste. Refusez ce périodique bain de sang implacable de notre classe qui ne possède rien d'autre que sa force de travail et ne tire aucun profit de son propre massacre !

Un tel rêve n'est pas moins fantaisiste que l'idée que cette guerre apportera la paix ! Le sang ne lave pas le sang et mourir ne ramène pas les morts.

L'histoire est si ancienne qu'elle n'éclaire plus le présent. Quelle que soit la date à laquelle elle commence, il y a toujours la veille de ce moment. Seule notre expérience de ce que signifie l'exploitation de notre classe et du prix que nous payons pour ce « privilège » doit nous éclairer aujourd'hui.

Toutes les platitudes avancées par l'Occident sur la guerre de Gaza sont à l'opposé de ce qu'ils disent sur la guerre en Ukraine. La destruction et le génocide ne sont plus des « crimes de guerre » mais de la légitime défense. La défense de qui et par qui ?

L'obscénité de l'hypocrisie du Hamas, de l'État israélien et de leurs puissants bailleurs de fonds et commanditaires respectifs, cachée derrière leur opportunisme, est exposée dans leurs propos.

Le 19 octobre, le chef du Hamas (qui signifie littéralement « zèle », « ferveur »), Khaled Mashaal, a déclaré dans une interview accordée à la chaîne saoudienne Al-Arabiya : « Nous connaissons très bien les conséquences de notre opération du 7 octobre », ajoutant qu'« aucune nation ne se libère sans sacrifices ».

Lorsqu'on lui a demandé combien de vies palestiniennes le Hamas était prêt à sacrifier pour atteindre ses objectifs, il a fait référence à la perte de 30.000.000 de Russes pour vaincre l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela représenterait plus du double de la diaspora palestinienne dans le monde.

En mars 2019, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré à son parti politique au pouvoir, le Likoud (littéralement « la Consolidation ») : « Quiconque veut contrecarrer la création d'un État palestinien doit soutenir le renforcement du Hamas et transférer de l'argent au Hamas... Cela fait partie de

notre stratégie visant à séparer les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. »

Le Hamas a le sang des Israéliens et des Palestiniens sur les mains ; Israël a le sang des Palestiniens et des Israéliens sur les mains. Ces mains ensanglantées, entrelacées depuis des décennies, sont celles qui vous donnent les armes !

La mort de 1.500 Israéliens est une tragédie, et le nombre croissant des morts Palestiniens (qui s'élève aujourd'hui à 5.000) est de plus en plus considéré comme une statistique. L'État « en place », Israël, et « l'État en attente », le Hamas, sont égaux dans leur indifférence à nos souffrances et à leurs conséquences.

Dans cette guerre, comme en Ukraine et en Russie, notre classe est comme un poisson dans son aquarium : c'en est fait de nous, quelle que soit la direction dans laquelle nous nageons. Les morts sont nos morts, les profits sont les leurs !

Alors que nos pertes s'accumulent, d'autres exploiters entrent en lice : le Hezbollah, l'Iran et même l'Irak se joignent à eux ou sont menacés par l'un ou l'autre camp. Comme si les travailleurs libanais, iraniens et irakiens n'avaient pas assez souffert.

Les travailleurs n'ont pas de pétrole, n'ont pas de ports, n'ont pas d'atouts géostratégiques – nous ne faisons que les construire et mourir pour eux. En fin de compte, nous avons le pouvoir de refuser de mourir et de reconstruire à nouveau, pour nos propres besoins et non pour les leurs.

Toute guerre est dirigée contre notre classe, quel que soit le côté de la barrière ou de la frontière où nous nous trouvons. Refuser de se battre et de mourir dans une guerre pour le pouvoir, le profit et la cupidité n'est pas seulement le rêve de notre classe, mais une nécessité historique !

Chaque front est le front de la guerre de classe. La solidarité de classe est notre seul espoir de survie ! « Non à la guerre sauf la guerre de classe » n'est pas un appel mais un manifeste !

Source en anglais :

<https://anarcomuk.uk/2023/10/23/on-the-eve-of-invasion/>

A lire sur le net :

<https://www.autistici.org/tridnivalka/anarcom-network-communistes-anarchistes-revolutionnaires/>

Gaza : “une militarisation extrême de la guerre de classe en Israël-Palestine”

« À ce stade, l’objectif de cette guerre est de noyer les prolétaires surnuméraires de Gaza sous les bombes sans autre objectif que de les “calmer”, de rappeler la hiérarchie qui sépare les groupes humains dans cette région du monde. Un chien mord, on abat la meute. »

Entretien avec Emilio Minassian, 30 octobre 2023

1.

Tu t’intéresses à ce qui se passe en Palestine depuis longtemps, sans pour autant être un militant pro-palestinien. Qu’est-ce qu’une critique tournée vers la révolution a à dire de ce qui se joue là-bas ?

Je dirais que la première chose, c’est de considérer qu’il n’y a pas deux camps, l’un palestinien et l’autre israélien. Ces gens vivent dans un même État et dans une même économie. Au sein de ce même ensemble, disons israélo-palestinien – mais qui relève entièrement d’Israël –, les classes sociales non seulement s’inscrivent dans des différences de statuts juridiques sur la base de critères ethno-religieux, mais sont « zonées ». La bande de Gaza a progressivement été constituées en « réserve-prison » dans laquelle sont fixés deux millions de prolétaires renvoyés aux marges du capital israélien. Mais ce dernier demeure leur maître en dernier instance. Les Gazaouis utilisent la monnaie israélienne, consomment des marchandises israéliennes, ont des pièces d’identités émises par Israël.

La « guerre » actuelle correspond en fait à une situation de militarisation extrême de la guerre de classe.

Une « terre pour deux peuples », une telle grille de la situation en Israël-Palestine est aberrante. Nulle part dans le monde, la terre n’appartient aux peuples. Elle appartient aux propriétaires. Tout ça peut sembler très théorique, mais l’existence même des rapports sociaux viennent renvoyer cette idée des « camps » à ceux à qui elle appartient : les dirigeants.

Les camps de réfugiés de Cisjordanie, qu’on pourrait considérer comme le cœur battant de la « Palestine », continuent d’être des banlieues de Tel-Aviv. J’ai passé des soirées à écouter des travailleurs journaliers d’un de ces camps raconter comment l’ethnisation de la force de travail se déployait sur les chantiers de la capitale israélienne : les promoteurs juifs ashkénazes, les prestataires Palestiniens de 1948 pour le passage de la main-d’œuvre des Territoires occupés, les contremaîtres juifs séfarades eux aussi arabophones, etc. Et puis tous les autres prolétaires importés :

les Thaïlandais, les Chinois, les Africains, qui, sans-papiers, sont en réalité ceux dont la situation est la pire. Tout ça ne peut pas se mélanger, car chaque groupe a un statut et une place distincte dans les rapports de production. Mais ces mondes ne sont pas poreux, ils sont emboîtés, se regardent, se connaissent.

Des dizaines de Thaïlandais exploités dans l'agriculture sur le pourtour de la bande de Gaza se sont retrouvés tués et enlevés par le Hamas. Maintenant, les patrons israéliens retiennent leurs salaires d'autres pour les forcer à travailler en zone de guerre. Toute critique sociale un peu conséquente doit, dans le cadre de ce qui se passe en Israël-Palestine, intégrer aussi le point de vue des travailleurs thaïlandais. Ce pays n'a pas davantage vocation à appartenir aux prolétaires palestiniens qu'aux travailleurs thaïlandais.

N'est-ce pas un peu botter en touche que de tenter de passer au-dessus de la « question nationale » en Israël-Palestine ?

Israël est parvenu à produire une situation unique au monde : l'intégration d'un prolétariat lui-même ethnicisé (« juif ») à l'État, contre le reste du prolétariat, également ethnicisé (« arabe »). L'État israélien a organisé l'accumulation d'un capital « national » en un temps record, il a organisé l'importation d'un prolétariat « national » et s'est érigé en gardien de l'existence et de la reproduction de ce dernier, menacé qu'il serait dans son existence même par une autre frange prolétarienne (« palestinienne »). Mais si l'on déchausse les lunettes de la fantasmagorie de « l'État garant de l'existence des gens », il apparaît que le prolétariat juif d'Israël constitue une sorte de butin de guerre aux mains de l'État.

Ce n'est pas le cas du côté du prolétariat palestinien, au sein duquel les dynamiques de lutte ont conservé une certaine autonomie, cohabitant de manière complexe avec les logiques instrumentales de leur encadrement politique nationaliste.

Cela peut sembler contre-intuitif, mais je pense qu'il faut considérer que le Hamas est un sous-traitant d'Israël pour la gestion du prolétariat de la bande de Gaza. Comme je le disais, ce dernier, en dernière instance, « relève » du capital national israélien. Tant que celui-ci n'a pas fait le choix d'autoriser le développement d'une autre entité capitaliste, « palestinienne », à ses côtés, le prolétariat gazaoui, même parqué, est inscrit dans ses circuits. Or, cette situation ne peut se passer d'une formation sociale externalisée chargée de la régulation des encagés – il n'y a pas de prison sans matons.

Ce qui se passe n'est pas une guerre inter-impérialiste. C'est essentiellement une « affaire interne », dans laquelle les camps « nationaux » sont un écran de fumée. Dans les événements actuels, il n'y a pas de lutte prolétarienne. La militarisation des antagonismes produite de concert par le Hamas et la classe dirigeante israélienne, produit une « résistance » qui ne contient aucune logique de lutte prolétarienne

autonome, même balbutiante.

Ce n'est pas une guerre, mais c'est une gestion du prolétariat surnuméraire avec des moyens militaires qui sont ceux de la guerre totale, de la part d'un État démocratique, civilisé, appartenant au bloc central de l'accumulation. Ces milliers de morts-là me semblent avoir un sens particulier. Ils dessinent une image terrifiante de l'avenir – des crises du capitalisme à venir.

Mais une gestion du prolétariat surnuméraire par voie de tapis de bombes qui, dans la manière dont elle est regardée comme légitime par l'ensemble des États centraux de l'espace capitaliste, inscrit, je crois, ce qui se passe actuellement dans une offensive globale. En France, ce caractère global est particulièrement saillant : on est entré dans une phase où même des formulations politiques derrière des mots d'ordres humanistes sont réprimées – dès lors qu'elles pourraient rencontrer une activité de rue des classes dangereuses. Il n'y a pas d'« importation » du conflit. Il y a une offensive globale. En ce sens, la lutte, pour nous en France, se joue bel et bien ici, contre la France. Nous avons notre propre nation à trahir, toujours, dès que c'est possible.

2.

Qu'est-ce que le Hamas a à gagner à une telle situation ?

Avant le 7 octobre, mon idée de la situation était la suivante. D'un côté, une offensive de l'extrême-droite coloniale, à la fois pour annexer la Cisjordanie et s'emparer des leviers de l'État israélien. De l'autre, deux appareils d'États palestiniens, vivant exclusivement de rentes, ayant seulement intérêt à se reproduire en tant que tels. J'avais en tête que ces pouvoirs étaient sur la défensive, et que ce à quoi ils se préparaient avant tout, c'était à affronter une perte de contrôle sur les populations à leur charge, à la fois à Gaza et en Cisjordanie.

Parmi mes interlocuteurs en Cisjordanie, qu'ils soient universitaires de gauche ou sous-prolétaires armés, tout le monde me disait il y a quelques mois : « Le Hamas ne soutient pas la résistance sur le terrain. Il pense à ses propres intérêts. »

Et de fait, le Hamas ne s'est pas comporté en organisation de lutte, mais en structure militaire, en État. Mais son opération a ceci de particulier qu'elle contenait nécessairement la perspective d'une riposte israélienne face à laquelle il serait en situation d'imposante infériorité. Le Hamas se comporte en État mais sans les moyens d'un État, et il sacrifie une partie des intérêts d'une partie de son appareil et de sa base sociale à Gaza, dans l'espoir d'avoir davantage à l'avenir. Nombre des chefs vont, par ailleurs, perdre la vie dans cette affaire.

L'opération du 7 octobre constitue, de la part d'une classe dominante, un comportement étonnant, mais qui s'explique avant tout, je pense, par les contradictions qui traversent le Hamas lui-même. C'est une hypothèse, mais il n'est

pas inenvisageable que l'opération du 7 octobre ait été conçue par la branche armée du Hamas, sans grande concertation avec la direction politique. (On peut aussi imaginer que l'ampleur de la brèche qui s'est ouverte dans le mur ait surpris les concepteurs de l'attaque eux-mêmes, qui peut-être cherchaient à mener une sorte d'opération-suicide, sans s'attendre à un tel effondrement militaire israélien, qui a ouvert la porte à des massacres de grande ampleur.)

L'opération du Hamas ne relève en rien d'un délire millénariste fanatique. C'est un pari risqué, mais qui peut porter ses fruits. Les options entre les mains d'Israël sont réduites. Il y a la voie de la négociation, celle de la guerre régionale et pas grand-chose entre les deux. Mais ça demeure un pari, car il n'est pas sûr que l'État et le capital israélien vont faire le choix d'une stabilisation.

Dans tous les cas, l'étape « massacre » par tapis de tombes est inévitable, mais ça c'est une autre question, elle ne pose en rien souci aux dirigeants, évidemment.

Tu dis que le Hamas se comporte en État, mais sans en avoir les moyens. Tu dis aussi que s'il sacrifie certains de ses intérêts, c'est pour en avoir davantage par la suite. Est-ce que tu peux préciser ?

Tout simplement être reconnu dans le cadre de négociations. Sans doute pas en vue d'un accord de paix, on n'en est pas là et, en réalité, je pense que ni le Hamas ni Israël n'ont d'intérêt pour un accord global. Mais l'éradication du Hamas, du point de vue israélien, n'est pas sérieusement envisageable. En montrant sa capacité militaire, le Hamas cherche à se montrer incontournable dans le rapport de force régional.

L'échec de la reprise des négociations entre l'Iran et les États-Unis ces dernières années démontre que l'heure n'est pas aux « solutions ». Pour le Hamas, il s'agit, tout le monde le dit, de gripper la solution américaine d'un accord israélo-saoudien. Ce qu'il a à gagner dans l'affaire, c'est d'abord s'imposer comme interlocuteur aux pays arabes de la région, c'est poursuivre la marginalisation de l'OLP [Organisation de libération de la Palestine, dont fait partie le Fatah, mais aussi le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)] en Cisjordanie et au Liban. C'est conquérir des petits marchés de la représentation palestinienne au détriment de son concurrent de l'OLP.

Les intérêts en jeu sont-ils vraiment aussi étroits ?

Je ne sais pas bien comment répondre à cette question. Évidemment, cette opération militaire et la guerre qu'elle enclenche doivent aussi être regardés dans un contexte mondial où les canaux de régulation capitaliste sont en train de se casser la gueule. La guerre est toujours, je crois, une tentative de solution à crise de la valorisation

capitaliste, comme opération de désaccumulation. Mais elle est aussi l'expression du bouleversement de l'équilibre qui préside au rapport État-capital. Elle est un moment de crise où le contrôle du capital, du capital global, sur l'État se desserre au profit de l'accaparement de l'État par certains secteurs capitalistes particuliers, voire de clans, de politiciens. La guerre entre capitalistes n'est pas seulement une guerre entre impérialismes. Elle met aux prises des acteurs multiples, qui, en l'absence de garde-fous, vont parfois faire des paris risqués, jouer une carte pour tenter de profiter d'un bouleversement des forces en présence. C'est à un engrenage de ce type qu'on assiste depuis la guerre en Ukraine. Les fronts gelés se réveillent : on a eu le Karabagh, maintenant c'est Gaza.

Les états-majors avancent, tentent des plans, testent les résistances, se jettent à l'eau. C'est ce qu'ils ont spontanément envie de faire, tout le temps. Ce qui nous surprend depuis deux ans, c'est à quel point les garde-fous qui les retenaient semblent sauter.

Quelle est la nature de la domination du Hamas sur les gens à Gaza ? Comment assoit-il son pouvoir ; quels gains ses chefs en retirent-ils ; quels liens (ouverts ou non) entretiennent-ils avec Israël ?

Le Hamas est un mouvement issu de la mouvance des Frères musulmans. Comme un peu partout dans le monde arabe, il se développe dans les années 1970-1980 au sein de la petite bourgeoisie palestinienne, dans les Territoires et dans la diaspora. Depuis son entrée dans la lutte contre Israël à la faveur de la première Intifada, cette base sociale s'est élargie à des segments plus prolétariens, avant que le contrôle du territoire gazaoui et sa militarisation ne change profondément sa nature. Il s'est retrouvé, comme on l'a dit, dans la position d'un appareil d'État, avec la nécessité d'intégrer beaucoup d'intérêts catégoriels divers et antagonistes, de jongler entre eux, de les arbitrer. Et, parallèlement, comme Gaza n'est pas un vrai État, le Hamas s'est aussi transformé en un parti-milice, comparable au Hezbollah au Liban.

Cette double évolution a une dimension contradictoire. J'émetts l'hypothèse que la guerre actuelle marque en quelque sorte la victoire de la deuxième logique sur la première. La branche armée l'a emporté sur l'appareil d'État ; les circuits rentiers militaires (en provenance d'Iran) l'ont emporté sur les circuits rentiers civils (en provenance du Qatar).

Le Hamas est un mouvement interclassiste, ce qui explique ses mouvements erratiques. La bourgeoisie commerçante de Cisjordanie a fini par s'y reconnaître massivement au mitan des années 2000 : le mouvement a gagné les élections législatives de 2006 en tant que parti de l'ordre : il promettait de mettre fin au chaos sécuritaire, de faire taire les armes, de combattre la corruption, de développer un appareil d'État probe, assurant l'ordre social, avec une redistribution sociale basé sur la charité. Il apparaissait, paradoxalement, comme le parti anti-Intifada, et la

majorité des notables des deux centres économiques de Cisjordanie, Naplouse et Hébron, se sont rangés à ses côtés à l'époque, tout en demeurant liés à des intérêts économiques jordaniens. Le Hamas a gagné les mêmes élections législatives à Gaza, mais en y mettant en avant des mots d'ordres de résistance et d'embrigadement militaire qui visaient le lumpenprolétariat des camps de réfugiés. Non dans une logique de soulèvement ou de mouvement social, mais de clientélisme militaire. Contrairement à la Cisjordanie, il n'y a pas à Gaza de bourgeoisie marchande et urbaine.

L'interclassisme, depuis, n'a pas explosé. Le Hamas continue de manier des logiques de mobilisations contraires. Le chef de sa branche armée, Mohammad Deif, est une sorte d'icône mythique, un rescapé de moult tentatives d'assassinat ciblés. Il est érigé en James Bond pour parler aux ados des camps de réfugiés, tandis que des leaders en costards traînent dans les hôtels 5 étoiles du Qatar et mangent toutes sortes de bonnes choses avec des ministres et des capitalistes du monde arabe ou turc. Et si c'est la frange Mohammad Deif qui lance une opération comme celle du 7 octobre, la frange costard-cravate la laisse faire parce qu'elle nourrit de secrets espoirs d'en récolter les fruits dans les couloirs diplomatiques.

Je suis plus circonspect quant à ce qu'en pense la bourgeoisie compradore de Gaza-city, alors que ses villas se font raser par les bombes.

Quelles sont les caractéristiques de l'exploitation des prolétaires à Gaza ?

J'ai passé pas mal de temps en Cisjordanie, mais je ne connais pas directement la bande de Gaza. Du fait de sa situation politique et géographique, collé à un espace d'intense accumulation capitaliste, on pourrait dire que Gaza est une grosse « poubelle » d'Israël. Mais même dans les poubelles des capitalistes il y a des divisions sociales.

C'est une sorte de ghetto, en somme ? Concrètement, est-ce que les prolétaires gazaouis ont du travail (formel ou non), ou faut-il les tenir majoritairement pour des surnuméraires ?

« Surnuméraires », dans le sens où le travail à Gaza ne permet presque nulle part d'accumulation capitaliste. Les capitaux qui circulent à Gaza proviennent essentiellement de rentes (et encore, ce sont de bien petites rentes) : rente de l'aide extérieure (Iran et Qatar), rentes de situations de monopoles (les tunnels). Les profits générés ne découlent pas de l'exploitation du travail par des capitalistes. La reproduction des prolétaires et la valorisation sont deux processus distincts, comme dirait l'autre. Les patrons sont dans leur écrasante majorité petits et l'État ne régule rien.

Gaza un espace complètement à l'écart des circuits de valorisation capitalistes, comme

bien d'autres périphéries du monde. Il n'y a pas de « bourgeoisie nationale », car il n'y a pas de capitaux gazaouis. Il n'y a pas non plus de « bourgeoisie traditionnelle » comme en Cisjordanie ou à Jérusalem – ces vieilles familles assises sur un capital marchand et foncier poussiéreux mais encore efficient dans les rapports sociaux. En revanche, il y a bien à Gaza une forme de nouvelle bourgeoisie « compradore », assise sur des rentes de circulation. Ce n'est pas une classe au sens strict, c'est une formation sociale qui tire des revenus massifs de sa position d'intermédiaire dans les échanges avec les capitalistes étrangers (par opposition à une bourgeoisie ayant des intérêts dans le développement de l'économie nationale).

Une partie de cette bourgeoisie coïncide avec l'appareil politique du Hamas, car les capitaux qui circulent sont largement issus d'une rente de nature géopolitique, ils proviennent d'États tels que le Qatar ou l'Iran. Mais il y a aussi d'autres rentes, par exemple liées à la circulation frontalière avec l'Égypte. Des fortunes se sont bâties autour des tunnels de contrebandes, et là on est plutôt dans la figure du féodal mondialisé – typiquement un rapport patrons-travailleurs. Il y a eu en 2007 d'intenses affrontements armés entre des formations sociales claniques et l'appareil politico-militaire du Hamas à Rafah, dans le sud de la bande, avec pour enjeu la taxation de la circulation des marchandises.

Le Hamas, au contraire de l'Autorité palestinienne (AP), n'est pas en charge des services publics, ce n'est pas lui qui paie les salaires : ceux-ci sont toujours à la charge de l'AP. C'est d'ailleurs un enjeu de chantage permanent : régulièrement, l'AP coupe ou réduit les salaires des fonctionnaires de Gaza pour affaiblir le Hamas. Régulièrement aussi, et sans doute en partie en conséquence, il y a des mobilisations « sociales », qui réclament la dignité – typiquement l'eau, l'électricité, les salaires. Le Hamas les réprime, plus ou moins violemment, avec une certaine retenue néanmoins qui laisse penser qu'il fait attention à ne pas jeter de l'huile sur le feu. La présente offensive militaire fait suite à un épisode de ce type qui s'est déroulé cet été. On peut facilement imaginer qu'il y a un lien, ou en tout cas une logique, qui lie ces deux types d'événements.

La contestation du Hamas-gestionnaire et le soutien au Hamas-combattant ne sont pas du tout antagonistes. Le premier s'attaque à votre dignité, tandis que le second la venge. Sans le Hamas-combattant, le Hamas-gestionnaire aurait sans doute à affronter une contestation plus importante à Gaza.

Tu dis que tu « connais » mieux la Cisjordanie que Gaza. Entre ces deux territoires, y a-t-il d'importantes différences ou au contraire assiste-t-on à deux variantes d'une même logique ?

La bande de Gaza est depuis longtemps cette « poubelle » à surnuméraires que j'évoquais plus haut. Un minuscule territoire vers lequel ont été poussé en 1947-1948

un flot de réfugiés, qui a submergé la population locale, essentiellement paysanne. Il n'y a aucune ressource là-bas. En Cisjordanie, la formation de classe est différente, avec des villes et des notables. Et il y a des ressources agricoles et hydrauliques, qu'Israël s'accapare. Les salaires sont deux fois plus élevés, il y a quelques industries, qui reposent sur une intégration relative entre la classe compradore de l'AP et le capital israélien. Le Fatah, qui gouverne les villes, est un parti qui n'a plus de cohérence sociale. En 2006, il a perdu les élections contre le Hamas. En 2007, il a fait un coup de force, soutenu par Israël et les États-Unis, pour conserver les leviers de la puissance publique dans les villes de Cisjordanie, « abandonnant » Gaza au Hamas. Depuis, il n'a plus de légitimité basée sur une quelconque forme de procédure démocratique. Son pouvoir repose sur la coopération avec Israël, dissimulée derrière des discours nationalistes qui sonnent creux. Il gouverne des enclaves séparées les unes des autres, toujours plus encerclées par la colonisation, dans lesquelles l'armée israélienne pénètre régulièrement. Quant au prolétariat de Cisjordanie, il est plus intégré que celui de Gaza au capital israélien. Beaucoup de travailleurs palestiniens de Cisjordanie bossent, légalement ou illégalement, sur le territoire israélien ou dans les colonies. Ils ont des liens économiques avec les Palestiniens de 1948, dotés de la citoyenneté israélienne ; ils parlent souvent hébreu.

Que se passe-t-il en Cisjordanie actuellement ? Que fait le Fatah ? Existe-t-il des forces sociales ou politiques qui aient un caractère plus ou moins prolétarien, qui pourraient se renforcer dans le moment de la crise ?

La bande de Gaza me semble pour l'instant perdue du point de vue des possibles quant à une activité prolétarienne. Il en va autrement dans les villes de Cisjordanie, où la lutte inter-palestinienne pour le contrôle politique chemine depuis des années avec des manifestations autonomes de la lutte des classes. Le contrôle social est assuré conjointement par un appareil sécuritaire tenu par des capitalistes compradores tributaires d'Israël et des baronnies urbaines liées à la Jordanie. La cohérence de cette classe ne cesse de se déliter, le Fatah ne régule plus rien, et tout le monde essaie de se tailler son fief au détriment des autres. L'événement attendu qui était censé clarifier tout ça était la mort du dinosaure paranoïaque Mahmoud Abbas, mais les choses vont nécessairement s'accélérer.

Le Hamas, depuis quinze ans, est entré en dormance en Cisjordanie. Aucune activité publique ni militaire directe. Il entretient des loyautés, mais discrètement. Les groupes armés qui ont réapparu dans le Nord (Naplouse, Jénine, Tulkarem) ne lui sont pas liés. Cette passivité donnait l'impression que le Hamas avait entériné la situation et ne voulait pas briser le statu quo. Au sein des groupes armés des camps de réfugiés, cela lui donnait mauvaise presse : il était le revers du Fatah, que de la gueule, des intérêts politiques distincts de ceux du peuple. Et là, cette opération : ça change clairement la donne en termes de perception. Le blason, qu'on le veuille

ou non, va s'en trouver sacrément redoré. Déjà, on voit le drapeau hamsaoui agité un peu partout dans les manifs, ce qui était inimaginable il y a un mois. Le Hamas va-t-il directement contester le pouvoir à l'AP en Cisjordanie ? C'est peu probable, du fait que ses activités sont étroitement surveillées non seulement par l'AP mais aussi par Israël, et les enclaves palestiniennes de Cisjordanie ne forment pas un territoire cohérent, il ne peut être tenu militairement sans négocier la chose avec l'armée israélienne. Mais il peut changer de stratégie, soutenir d'une manière ou d'une autre les activités des groupes armés.

Quoi qu'il en soit, les choses vont nécessairement bouger. L'AP va avoir du mal à maintenir sa mainmise sécuritaire. La cohérence de la classe politico-sécuritaire va être soumise à rude épreuve.

L'armée et les colons, parallèlement à l'offensive sur Gaza, ont lancé une série d'attaques en Cisjordanie. Cette offensive va s'intensifier, avec son lot de massacres, plus circonscrits qu'à Gaza, mais aussi sans doute plus « auto-organisés ».

Il y a donc toutes les raisons d'être inquiet. Mais j'ai quelque part aussi l'espoir qu'un espace de lutte autonome se renforce et balaie la chape de plomb faite de répression et de clientélisme produite par l'AP depuis 15-20 ans – qu'un écroulement des forces de sécurité palestiniennes permette l'explosion sociale attendue depuis des années. Les rapports de classe en Cisjordanie sont d'une violence exceptionnelle. La bourgeoisie de Cisjordanie a longtemps profité de la situation de coopération avec Israël, elle s'est gavée, il serait bon qu'elle serre un peu les fesses.

Depuis un moment il y a une contestation sociale en Israël, contre Netanyahu et en particulier sa réforme de la justice. Quelles conséquences ces luttes ont-elles (si elles en ont) dans la situation actuelle ? Dans quelle mesure les résistances « civiles » de la population israélienne (par exemple les récentes luttes contre la réforme de la justice) expriment-elles de telles aspirations ?

La guerre me semble aussi être le symptôme de la perte de cohérence de la classe capitaliste ; et en même temps l'unité militaire vient dissimuler cette perte de cohérence. L'écroulement militaire israélien du 7 octobre semble largement découler de la lutte qui traverse la classe capitaliste israélienne et qui, pour la première fois, a atteint l'institution militaire. La lutte, ces derniers mois, a été intense et s'est déversée dans la rue. Le vieil Israël, ashkénaze, bourgeois, laïc et militaire, qui accumule verticalement à Tel-Aviv, s'est affronté à l'extrême-droite au pouvoir, séfarade, revancharde et qui accumule horizontalement dans les collines de Cisjordanie. Mais dans ces manifs, rien de prolétarien n'a jamais débordé. Pire : rien de démocratique, au sens « civil », comme tu dis. Le prolétariat en Israël, qui subit pourtant un niveau d'exploitation élevé, est muselé par son intégration existentielle à l'État militaire.

L'union nationale guerrière vient provisoirement mettre cette lutte au sein de

la classe dominante israélienne sous le tapis : pour noyer Gaza sous un tapis de bombes, tout le monde est d'accord ; et pour instaurer une chape de plomb sécuritaire aussi. Depuis la mobilisation générale, la chasse à l'ennemi intérieur est ouverte. Elle concerne les poignées de gauchistes qui subsistent, mais aussi et surtout le prolétariat musulman (les Palestiniens de 1948), dont le moindre mouvement de solidarité envers les victimes des bombardements indiscriminés est traqué. Que se passera-t-il dans quelques mois ? La guerre va-t-elle entraîner un alignement de la classe dominante sur le parti des colons ? Celui-ci, pour être méprisé pour son arriération religieuse par la majorité de la bourgeoisie, n'en est pas moins le plus en phase avec une mobilisation tournée vers la chasse à l'Arabe qui n'est sans doute pas prête de cesser.

3. Penses-tu que la grille d'analyse purement coloniale est opérante pour définir les rapports entre Israël et le prolétariat palestinien ?

Oui et non, évidemment.

On est dans une situation où ce qui est en jeu, c'est moins l'exploitation d'une force de travail indigène que la gestion d'une population prolétarienne excédentaire, dans des proportions uniques au sein des centres d'accumulation capitalistes. Pour chaque travailleur avec un contrat de travail en Israël, il y en a un autre maintenu dans une des grandes banlieues fermées qui constituent les centres de peuplement sous juridiction palestinienne : la bande de Gaza et les villes de Cisjordanie. Ça fait près de cinq millions de prolétaires parqués à quelques kilomètres de Tel-Aviv, invisibles, vivant de la vente de leur force de travail au jour le jour, gardés par des soldats pour qu'ils ne sortent pas de leurs cages.

Ce grand enfermement, cette opération de séparation entre prolétaires utiles et prolétaires surnuméraires sur une base ethnico-religieuse, débute en même temps que s'amorce le processus de paix, qui est en réalité un processus d'externalisation du contrôle social des surnuméraires. Auparavant, dans les années 1970-1980, les Palestiniens étaient massivement employés par le capital israélien.

En ce sens, le terme « colonial » est quelque peu impropre pour désigner le rapport social qui a cours depuis le début des années 1990 en Israël-Palestine. Il a en outre le désavantage d'entériner une opposition entre deux formations nationales, qui sont en réalité produites et reproduites ensemble. Prolétaires palestiniens et israéliens sont les segmentations d'un même ensemble. Ce qui se joue depuis le 7 octobre doit être regardé comme une négociation par la violence entre le sous-traitant gazaoui et son employeur israélien. Cela doit en ce sens être nettement distingué de l'activité de lutte des prolétaires palestiniens, face à laquelle les sous-traitants du Hamas et de l'AP sont en première ligne. Elle qui n'a jamais cessé, mais à laquelle

l'embrigadement nationaliste va porter un sale coup, en tout cas à Gaza.

Au-delà de toute considération morale, le terme de « résistance », qui renvoie à l'imaginaire colonial, me semble impropre pour désigner l'opération militaire du 7 octobre : les intérêts du Hamas ne sont pas ceux des prolétaires, ils ne sont pas ceux – pour reprendre le vocable en vigueur – du « peuple palestinien ». Les prolétaires de Gaza, quel que soit le résultat de cette négociation, seront les grands sacrifiés – ils le sont déjà. Actuellement, si Israël se sentait pousser les ailes de se débarrasser de son sous-traitant, cela voudrait dire qu'il se sent les ailes de se débarrasser de ses prolétaires surnuméraires gazaouis. L'un ne peut aller sans l'autre.

Mais d'un autre côté, je pense qu'on ne peut pas se passer d'une grille d'analyse basée sur le colonial.

Israël hérite de cette logique européenne qui consiste à « animaliser » la force de travail sur la base de critères raciaux, à tracer une barrière entre monde civilisé et monde pré-civilisé. Ce paradigme agit à plein régime en Israël, et de manière assumée. Présentement, on massacre les Gazaouis selon cette logique : on les noie sous les bombes sans autre objectif politique que de les « calmer », de rappeler la hiérarchie qui sépare les groupes humains dans cette région du monde. Un chien mord, on abat la meute.

Il faut rappeler que ces frontières entre le civilisé et l'animal sont mouvantes. Elles ont été, et demeurent, agissantes au sein même de la citoyenneté israélienne juive. Les juifs arabes (mizrahis) ou éthiopiens (fallashas) étaient longtemps du mauvais côté de la barrière, et constituaient des sortes de supplétifs indigènes utilisés pour calmer d'autres indigènes.

Le colonial, comme héritage de la période coloniale à proprement parler, génère une sorte d'économie « pulsionnelle » autour de laquelle se noue la construction des catégories sociales – et c'est d'ailleurs juste l'image grossie de ce qui se passe dans l'ensemble de la « forteresse » constituée par les pays centraux de l'accumulation capitaliste, on le voit avec le transfert immédiat de la « guerre de civilisation » en France.

La dynamique actuelle, et sa logique de mise en réserve des prolétaires surnuméraires, charrie un torrent d'affects construits sur l'humiliation. Devant l'impossibilité d'intervenir collectivement sur le rapport social, l'impuissance produit une logique de ressentiment double : recherche de reconnaissance d'un côté, de vengeance de l'autre.

C'est parce qu'ils n'ont pas de bourgeoisie sur laquelle ils s'appuient, parce qu'ils n'ont pas de prolétariat qu'ils exploitent eux-mêmes, que des politiciens comme ceux du Hamas sont amenés à s'appuyer sur l'exploitation de ces affects, dont ils deviennent l'incarnation – faute de mieux, faute de plus.

Pour en revenir à Israël, si l'on considère que l'accumulation capitaliste repose largement sur « l'économie de guerre » permanente + sur l'appropriation foncière + sur l'exploitation du prolétariat palestinien plus ou moins formel, faut-il considérer comme résolument impossible toute « solution » (ex. : « à deux États ») ?

À partir des années 1990, quand Israël veut se débarrasser de la gestion de la main d'œuvre palestinienne des Territoires, il la confie à un sous-traitant, l'Autorité palestinienne. Mais Israël ne respecte pas le contrat qui était censé conduire à une forme de souveraineté symbolique. Il maltraite son sous-traitant. Alors le sous-traitant se révolte : c'est la deuxième Intifada, où se mêle une lutte de l'AP contre son employeur et une lutte prolétarienne tous azimuts, contre Israël et contre le sous-traitant, mais qui se révèle étouffée par la triangulation. À l'issue de cette séquence historique, la sous-traitance de l'AP se scinde. Un sous-traitant maltraité mais docile en Cisjordanie ; un autre maltraité et remuant à Gaza. Le Hamas a beau être traité en ennemi, le fait est qu'Israël, dans ce contexte, ne peut se passer de sous-traitant.

Revenons rapidement sur ce processus et son échec. Pourquoi les capitalistes n'ont pas saisi la « paix » qui consistait à soutenir un « processus national » palestinien à Gaza et en Cisjordanie ? Ce qui leur tendait alors les bras, c'était l'ouverture d'un marché régional avec les pays alentours, la possibilité d'investissements dans des pays où la main d'œuvre est bon marché. Il aurait suffi de laisser à l'Autorité les attributs d'un État-croupion, financé à bout de bras par des donateurs extérieurs, qui serait demeuré un marché captif. La réponse à cette question pour moi n'est pas tranchée. J'émetts deux hypothèses. La première est celle du poids du capital « militaire », soutenu par la rente militaire qui se déverse sur Israël en provenance des États-Unis. Ce capitalisme militaire, lié au secteur de la haute technologie, est internationalisé par-dessus la tête du marché régional. La deuxième hypothèse inscrit l'échec du processus de paix dans cette grande catastrophe qu'a constitué la tentative de remodelage du Moyen-Orient opéré par les États-Unis dans les années 2000. Ce serait alors dans l'attente de la fluidification de la circulation des capitaux dans la région par voie militaire qu'Israël se serait maintenu, avant de se figurer qu'il était possible d'avoir la sous-traitance sans avoir besoin de céder quoi que ce soit aux autorités en place dans les réserves palestiniennes. Cela a tenu près de vingt ans. Dans ce contexte a même fini par se dégager la perspective de l'ouverture de nouveaux marchés dans le monde arabe (les accords dits d'Abraham, et de nouvelles perspectives de pax americana avec l'Arabie saoudite), et c'est sans doute cette situation qui vient de voler en éclats. Ce qui s'est manifesté le 7 octobre, c'est que l'équation du beurre et de l'argent du beurre n'est pas tenable : il va falloir traiter avec les geôliers palestiniens des réserves palestiniennes pour contenir les ghettos-réserves constitués sur son territoire, ou s'en débarrasser, ce qui ouvrirait

clairement une nouvelle page dans l'histoire de la violence capitaliste dans les pays du bloc d'accumulation central. Ce n'est pas impossible. Ça fait frémir.

L'idée de « peuple palestinien », pour passer outre les divisions sociales, n'en est-elle pas moins opératoire, y compris au sein des classes dominées ?

La critique sociale, c'est, je crois, avant tout la production de catégories permettant de penser les antagonismes en termes de contradiction sociales. Dans un contexte comme celui d'Israël-Palestine, cela peut sembler une opération qui vient tordre les catégories subjectives qui circulent, et sur la base desquels les affects de combat se construisent, sur ce qui est perçu comme identité.

L'idée de « peuple palestinien » comme catégorie opposée à « Israël », est évidemment efficiente à plein d'endroits : sur les papiers d'identité, et dans la plupart des esprits, aussi comme mode de légitimation pour des luttes prolétariennes.

Mais l'ethnicisation des rapports sociaux a une histoire, qui est d'abord celle des classes dominantes : c'est celle de la formation d'une bourgeoisie juive capitaliste venant éradiquer une bourgeoisie féodale-marchande arabe ; la fusion de cette bourgeoisie avec un État militaire, etc. Les prolétaires se retrouvent embarqués dans cette ethnicisation des antagonismes au sein de la classe dominante.

Il ne faut jamais perdre de vue que dans la « lutte palestinienne », y compris celle menée sous la bannière du Hamas, il faut lire avant tout une lutte menée par les classes sociales dominantes arabes – ou de ceux qui aspirent à les investir – pour leur intégration au capital israélien. Les intérêts des prolétaires, pour se retrouver parfois sous la bannière de la lutte nationale, sont, en dernière instance, contradictoires avec ceux de leur bourgeoisie.

Je pense qu'il y a une solidarité à apporter non pas à la « résistance palestinienne », mais aux luttes menées par les prolétaires contre les conditions d'existence qui leur sont faites. Or les prolétaires luttent sous les drapeaux qui s'offrent à eux. Ce n'est pas le drapeau qu'il faut regarder, mais bien les luttes eux-mêmes. Un drapeau palestinien, et même un drapeau du Fatah ou du Hamas, sont potentiellement des étendards de lutte, qui, selon les contextes, échappent aux gestionnaires politiques. Au demeurant, ce n'est pas parce que c'est des islamistes qu'il faut chier sur le Hamas, mais parce que c'est un appareil d'encadrement du prolétariat, un État en gestation.

Reste que cette critique sociale peut parfois apparaître comme incroyablement froide et éloignée d'un vécu de lutte qui mobilise d'autres catégories. La casquette que j'enfile pour parler matérialisme dialectique à froid n'est pas la même que lorsque la situation se déploie sous mes yeux, avec sa violence, ses luttes, ses subjectivités.

Dans un contexte aussi chargé en termes d'identifications, une critique matérialiste ne prend-elle pas le risque d'apparaître trop détachée ?

Il me semble que dans un tel contexte, il y a un enjeu à tenir, non pas une position, mais un point de vue, une méthode. Un regard révolutionnaire consiste d'abord à ne pas se laisser aveugler par l'autonomisation de catégories morales maniées par le gauche. J'en perçois deux qui, actuellement, menacent constamment, dans les conversations, d'écraser une pensée tournée vers la dialectique.

La première est le réflexe de la déploration sur le thème de « le prolétariat n'est pas comme on aimerait qu'il soit » : prolétaires musulmans antisémites, prolétaires juifs racistes. Outre que cette pensée – qui consiste à regarder l'intériorité du prolétaire depuis une position intellectuelle – est par nature bourgeoise, elle est particulièrement inappropriée dans une situation qui est celle d'un antagonisme où aucune forme d'autonomie prolétarienne ne se manifeste.

Ce qui se déploie actuellement est une logique d'embrigadement du prolétariat, d'une part, et de pur massacre de prolétaires surnuméraires de l'autre. Alors certains vont regretter le bon vieux temps où les formations politiques palestiniennes (et, de ce fait, suppute-t-on, le peuple lui-même) étaient de gauche. Il me semble que c'est idiot. L'idéologie des groupes politiques, dès lors qu'on considère que ceux-ci sont d'abord en lutte pour que leurs dirigeants s'érigent et se reproduisent en classe dirigeante, est secondaire. Quant aux méthodes, je voudrais simplement rappeler, par exemple, que c'est un commando du FDLP [Front démocratique de libération de la Palestine], une formation palestinienne idéologiquement d'extrême-gauche (et liée à des éléments de l'extrême-gauche israélienne), qui a commis le massacre de 22 enfants dans une école de Ma'alot en 1974.

Un deuxième réflexe de pensée problématique consiste à laisser la métaphysique s'introduire dans l'analyse. Cette pensée métaphysique est contenue dans l'idée de répétition, qui fige et sidère. Elle est à l'œuvre dans les élaborations autour des « massacres de juifs » ; mais aussi autour de la « tragédie palestinienne ». Ces élaborations, qui peut-être s'élaborent de manière autonome dans les tréfonds de la psyché, n'en sont pas moins des purs produits de la manière dont la pensée bourgeoise déplace les rapports sociaux dans le ciel des idées.

Laissons tomber les histoires de farce et de tragédie. L'histoire ne se répète pas : les antagonismes qui se déploient sont avant tout des antagonismes actuels.

[A lire sur le net :](#)

<https://leserpentdemer.wordpress.com/2023/10/30/gaza-une-militarisation-extreme-de-la-guerre-de-classe-en-israel-palestine/>

Les massacres en Israël et à Gaza accélèrent la course vers un conflit armé mondial que seule la guerre de classe pourra arrêter

Bruxelles, Paris, Prague, 11 octobre 2023

1. La lâche et cruelle action armée d'envergure du Hamas¹, du Jihad islamique et de son tuteur local, le Hezbollah libanais, contre les populations civiles qui vivent dans le sud d'Israël² risque d'ouvrir en grand un front de guerre crucial au Moyen Orient, après ceux de la Syrie et du Yémen, encore actifs, ainsi que de l'Afghanistan et de l'Irak, actuellement désactivés. L'attaque montre la volonté des organisations qui l'ont menée de « tuer du Juif » et, plus généralement, de toute personne habitant en Israël, dont les travailleurs immigrés (Philippins et Thaïlandais pour la plupart). Longuement préparée, l'opération a été rendue possible grâce aux importants flux d'argent et de systèmes d'armes en provenance essentiellement d'Iran, du Qatar, du Koweït, d'Oman et des juteux trafics de drogues dures du Hezbollah³, sans oublier la spéculation massive sur les cryptomonnaies⁴.

2. L'action militaire des factions palestiniennes déstabilise toute la région, remettant en discussion le timide rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite qui a débouché dans l'échange, début septembre 2023, d'ambassadeurs. Rapprochement qui avait été encouragé et fortement voulu par le principal acheteur d'hydrocarbures des deux pays, la Chine. Le processus de normalisation des relations entre ces deux pays avait également renforcé la position de la Russie⁵, leader de l'OPEP+⁶, dans ses rapports avec l'OPEP dirigée par Riyad. Et ce au moment où les sanctions prises par les pays qui soutiennent l'Ukraine tentaient d'entraver ses exportations de pétrole⁷. Pour autant, Moscou n'est pas si mécontent du conflit entre Israël et le Hamas car, d'une part, il fait augmenter le prix des hydrocarbures et, d'autre part, il ouvre un nouveau théâtre de guerre qui est susceptible de détourner l'attention

1 Cf. notre analyse sur le Hamas dans <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0929.pdf>

2 L'action du Hamas a été relayée par des attaques aux forces armées israéliennes en Cisjordanie par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa du Fatah. Cette formation a également tiré des roquettes contre des cibles en Israël. <https://www.understandingwar.org/backgrounder/iran-update-october-8-2023>

3 <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/hezbollahs-global-networks-and-latin-american-cocaine-trade>

4 https://www.bfmtv.com/crypto/quand-le-hamas-et-le-jihad-islamique-se-financaient-via-des-dons-en-cryptomonnaies_AV-202310110560.html

5 <https://amwaj.media/article/what-iranian-saudi-normalization-means-for-russia>

6 <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=56420>

7 <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC2250 FRvF.pdf>

de son invasion de l'Ukraine et d'« occuper » ailleurs les alliés de cette dernière, États-Unis en tête. Et une fois encore, l'Union européenne se montre désunie quant aux réponses concrètes à donner à cette situation. Dans le cadre des nombreux soubresauts géopolitiques actuels qui président à la formation des futurs blocs en voie de collision guerrière, les populations arméniennes du Haut-Karabagh venaient de faire les frais de l'agression de l'Azerbaïdjan, allié discret d'Israël.

3. L'action militaire du Hamas et de ses alliés complique aussi l'apaisement des relations diplomatiques entre Israël et l'Arabie saoudite. Processus lancé par l'ancien président des États-Unis, Donald Trump, en 2020⁸, et relancé par son successeur, Joe Biden, à l'été 2023⁹. L'accord en discussion entre les trois parties, Washington, Riyad et Tel-Aviv, devait déboucher, selon les vœux de l'administration de Joe Biden, sur des « concessions », jamais précisées, aux Palestiniens¹⁰. Une perspective qui n'était pas du goût du gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahou, hostile à toute modification du statu quo en faveur des Palestiniens et partisan déterminé du renforcement du mouvement de colonisation des terres occupées par les Palestiniens. Dans ce sens, le Hamas, opposé à son tour à ce rapprochement entre Ryad et Tel-Aviv, confirme son assonance avec l'extrême-droite au pouvoir actuellement en Israël¹¹. Pour des raisons symétriques, l'exécutif israélien et le Hamas avec ses alliés et ses patrons de Téhéran ont tout à gagner de la guerre qui a éclaté à la suite de l'action d'ampleur du Hamas. L'exécutif de Benyamin Netanyahou, entend exploiter la peur et la haine engendrées pour créer « l'unité nationale » contre l'ennemi intérieur, le mouvement démocratique, et extérieur, les Palestiniens dans leur totalité. Le Hamas, lui, est mu par la même préoccupation de rassoir sa réputation auprès des quelque deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza et profiter du discrédit du Fatah en Cisjordanie pour en assurer la relève. Les intérêts convergents des deux parties en conflit s'étendent par ailleurs à leurs diplomaties respectives. Tel-Aviv ne veut pas de « concessions » aux Palestiniens exactement comme le Hamas.

8 <https://qa.usembassy.gov/president-donald-j-trump-has-secured-a-historic-deal-between-israel-and-the-united-arab-emirates-to-advance-peace-and-prosperity-in-the-region/>

9 https://www.axios.com/2023/05/17/saudi-arabia-israel-peace-normalization-deal-biden-admin?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter_axiostelaviv&stream=top

10 <https://www.axios.com/2023/08/25/israel-saudi-normalization-megadeal-concessions-palestinians>

11 Avi Primor, ex-ambassadeur d'Israël en Allemagne, à l'Union européenne, en Belgique et au Luxembourg, ancien porte-parole du Ministère des Affaires étrangères dans le gouvernement d'Yitzhak Rabin, a déclaré en 2017 sur i24news : « C'est le gouvernement israélien, c'est nous qui avons créé le Hamas, afin de créer un poids contre le Fatah à l'époque. Et nous avons pensé que ce serait une organisation de prière qui va se chamailler avec le Fatah, on n'a pas pu prévoir ce que ça allait devenir, mais c'est notre création, alors d'abord les faits. Ensuite conquérir Gaza, détruire le Hamas, à quel prix ? » <https://www.youtube.com/watch?v=5I7D09ek6IE>

4. L'action militaire du Hamas profite immédiatement à ses patrons, les mollahs du régime fasciste iranien¹². Avant cette action, le déploiement de l'armée israélienne sur son propre territoire donnait priorité à la frontière nord, pour contenir le Hezbollah libanais et défendre les colons. Depuis plusieurs années, l'armée israélienne mène une guerre asymétrique et de basse intensité contre les troupes irrégulières dirigées par l'Iran, principalement sur le territoire syrien. Pour Tel-Aviv, il s'agit de contrer l'objectif stratégique iranien : établir et sécuriser une ligne logistique continue reliant Beyrouth à Téhéran, en passant par la Syrie et l'Irak. L'action du Hamas force la main de l'armée israélienne. Cette action permet à l'Iran et ses alliés de reprendre l'initiative et d'imposer un terrain du conflit à l'écart des objectifs stratégiques de Téhéran. Le redéploiement de l'armée israélienne pourrait soulager la pression sur la Syrie, au moins à court terme. À l'intérieur de ce conflit régional, les mercenaires du Hamas œuvrent pour leurs maîtres. Pour les mollahs iraniens, la population civile de Gaza n'est qu'un pion sacrificiable sur l'échiquier géopolitique. Ainsi, Téhéran compte profiter de cette déflagration pour redorer le blason d'un régime sérieusement ébranlé par le formidable mouvement démocratique qui secoue le pays depuis des longues années et relancé en grand par la lutte héroïque des femmes contre le patriarcat et l'islamisme¹³.

5. L'exécutif israélien, pour sa part, est aux prises avec l'aggravation de la profonde crise politique qui dure depuis 2018¹⁴, largement provoquée par la déclaration d'Israël comme « État juif »¹⁵ et par la volonté de placer la Cour suprême sous son contrôle. Cette crise est à son tour alimentée par la polarisation de la société civile israélienne entre un camp laïc, opposé à la mise sous tutelle de l'exécutif de la Cour suprême, et le bloc social réactionnaire dont Benjamin Netanyahu est le chef de file. Crise qui a déclenché un large mouvement démocratique qui a fait suite, une dizaine d'années plus tard, au grand mouvement contre la vie chère et la rente immobilière de 2011¹⁶. Les protestations contre la vie chère ont repris à une moindre échelle cet été.

6. Pendant ce temps, la colonisation s'est renforcée considérablement aggravant la condition d'apartheid que subissent les Palestiniens. Désormais près de 750 000 colons dont deux tiers en Cisjordanie¹⁷, environ 8 % de la population israélienne,

12 Voir notre analyse générale du fascisme, ici : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/1_fascismvg.pdf et l'analyse du régime iranien ici : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0931.pdf>

13 <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2210FRvF.pdf>

14 https://en.wikipedia.org/wiki/2018-2022_Israeli_political_crisis

15 https://en.wikipedia.org/wiki/Basic_Law:_Israel_as_the_Nation-State_of_the_Jewish_People

16 https://en.wikipedia.org/wiki/2011_Israeli_social_justice_protests

17 Les autres sont à Jérusalem-est et sur le plateau du Golan. Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Israeli_settlement

demeurent sur des terres où ne vivaient que des Palestiniens¹⁸. Les territoires palestiniens sont contrôlés, entièrement, par Israël : l'eau, l'électricité, le commerce « extérieur », la monnaie, etc., sont entre les mains de Tel-Aviv. Le fait nouveau depuis des longues décennies est qu'une minorité d'Israéliens critiquent ouvertement l'apartheid des Palestiniens en osant enfin l'appeler par son nom¹⁹. Des secteurs non négligeables du mouvement de protestation contre la mise de la Cour suprême sous la coupe de l'exécutif proposent même d'intégrer le combat contre l'apartheid des Palestiniens dans les raisons de leur mobilisation.

7. Côté palestinien, la dictature sans merci du Hamas et de ses alliés suffoque les Palestiniens qui y sont soumis dans la bande de Gaza. Fin juillet et même en octobre 2023, des protestations collectives contre la vie chère ont quand même éclaté dans les rues de cette ville de 700 000 habitants et ont été aussitôt réprimées par les fascistes du Hamas. Comme en mars 2019²⁰, cet été, le déclencheur en a été la réduction de 15 dollars par mois des subsides (100 dollars) alloués aux familles les plus pauvres²¹. En Cisjordanie, le Fatah, désormais réduit à un ramassis de caciques corrompus et discrédités auprès de la population, ne contrôle plus une jeunesse prolétarienne qui rêve d'une nouvelle Intifada. Des groupes armés s'affrontent aux troupes d'occupation israéliennes dans les camps et dans les villes. Les limites de ces actions qui visent aussi les colons, sont évidentes mais elles ne doivent pas être assimilées à la stratégie antisémite du Hamas et de ses commanditaires iraniens. Et ce même si, dans le contexte actuel, les nouvelles formations combattantes de la Cisjordanie se montrent sensibles au « soutien » et à l'« aide » très intéressés du Hamas et de ses patrons libanais et iraniens.

8. La guerre qui vient est la pire perspective aussi bien pour les populations palestiniennes que pour les israéliennes. Le Hamas n'a pas visé l'armée israélienne, préférant massacrer, violer, torturer et humilier des centaines de civils désarmés. Derrière la rhétorique pitoyable et mortifère du martyr, les assassins islamistes ont prouvé leur courage de pacotille²² en choisissant des cibles faciles. L'exécutif israélien a répondu de la même façon en multipliant les raids aériens sur des objectifs qu'il est pour le moins difficile de qualifier de militaires et stratégiques. Les centaines

18 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/07/31/cinquante-ans-d-occupation-illegale-en-cisjordanie-comment-la-colonisation-n-a-cesse-de-s-etendre_5386842_4355771.html

19 <https://portside.org/2023-08-06/elephant-room>

20 <https://www.timesofisrael.com/hamas-security-forces-disperse-rare-protests-against-the-group-in-gaza/>

21 <https://apnews.com/article/gaza-hamas-demonstration-israel-blockade-palestinians-306b19228f9dd21f1036386ce3709672> et

<https://www.timesofisrael.com/protests-against-hamas-reemerge-in-the-streets-of-gaza-but-will-they-persist/>

22 Que les combattants du Hamas aient choisi d'aller à la mort, ne change rien à l'affaire : il n'y a aucun courage à tuer des gens désarmés.

de frappes aériennes et les bombardements d'artillerie sur des agglomérations urbaines densément peuplées n'ont strictement rien de « chirurgical ». L'état de siège total de la bande de Gaza décrété par Tel-Aviv confirme que l'exécutif de ce pays veut punir avant tout la population de l'enclave palestinienne. Le prolétariat des deux côtés des États belligérants n'a donc pas à choisir entre ces deux régimes de bouchers des populations.

9. En novembre 2002, nous écrivions²³ « l'arrêt des combats dans leurs formes, leur organisation et leurs objectifs actuels pourrait être considéré comme un élément objectif favorable pour la cause prolétarienne. C'est pour cette raison que les révolutionnaires se doivent de soutenir toute désertion et tentative défaitiste dans les deux camps, sans pour autant occulter la nécessaire critique des illusions pacifistes et démocratiques qu'elles engendrent inévitablement. La résistance à l'occupation et à la ségrégation israéliennes représente, dans l'immédiat, le second élément d'une politique prolétarienne dans la région. Cependant, cette résistance ne doit pas être menée comme elle l'a été jusqu'ici. Elle doit coordonner les efforts contre la guerre des opposants israéliens, des Arabes israéliens et des Palestiniens des camps sur des revendications et des modes de combat le plus possible partagés par l'ensemble des composantes.... C'est seulement lorsque les exploités palestiniens auront balayé les nationalistes et les religieux de tout poil qui agissent au nom de leurs classes dominantes et leurs frères de classe israéliens auront fait de même que la guerre, les discriminations et l'exploitation feront des grands pas en arrière. Une telle hypothèse, pour l'heure, résonne comme un vœu pieux. Pourtant, elle constitue la seule issue réaliste à l'affrontement sans fin entre les deux peuples, dont la finalité n'est autre que le maintien au pouvoir des classes dominantes respectives. » Nous confirmons mot pour mot ces propos. À ce titre, nous abhorrons et combattons tous ceux, à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche, qui soutiennent le Hamas et ses alliés en les faisant passer pour les champions de la résistance palestinienne à la colonisation et à l'apartheid. Leurs positions nationalistes anti-prolétariennes s'inscrivent dans la préparation de la guerre impérialiste mondiale et dans le renforcement de la tendance à la transformation des démocraties « libérales » en démocraties plébiscitaires voire proto-fascistes²⁴.

Mouvement Communiste

23 <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0205.pdf>

24 https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise_Dem_FR_vF.pdf

Ces textes et d'autres ont été diffusés sur *Iacam!*. C'est une liste de diffusion d'information et de réflexions sur les luttes et pour l'égalité, la solidarité et l'émancipation sociale.

Pour vous inscrire : <https://listes.rezo.net/mailman/listinfo/iacam>

Ou en tapant Iacam sur votre moteur de recherche.